

POLITIQUE

Joël Giraud: "Un gouvernement trop à droite et trop parisien"

Ministre dans le gouvernement Castex entre 2020 et 2022, l'élus centriste redevenu député des Hautes-Alpes donne sa vision du remaniement ministériel et des prochains enjeux électoraux.

Fait divers

En intervention, les pompiers font une sortie de route à Annot

Alertés hier un peu après 15 h 30 pour un écouvage mal maîtrisé dans la commune d'Annot, 14 sapeurs-pompiers des Alpes-de-Haute-Provence sont mobilisés pour éteindre. Une opération menée sans trop de difficulté, mais le trajet s'est révélé bien moins tranquille. En empruntant un chemin étroit, un engin a fait une sortie de route. Selon la gendarmerie nationale, cet accident serait sans gravité et aucun blessé ne serait à déplorer.

C.L.

Politique

Renaud Muselier et le train

L'histoire ne dit pas encore s'il reviendra à Briançon en train pour éprouver l'impact de son propos... Vendredi, Renaud Muselier, président du Conseil régional de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a déploré la qualité de la desserte ferroviaire en gare de Briançon.

Indiquant avoir "demandé une réaction de notre opérateur ferroviaire et l'organisation rapide d'une réunion sur place, dans la cité Vauban, avec les élus du territoire. Les Briançonnais ont droit, comme tous les habitants de la Région, à des trains à l'heure !

De nombreuses perturbations impactent chaque jour les voyageurs qui utilisent nos trains régionaux et les trains intercity pour rejoindre les Alpes du Sud et le Briançonnais.

La situation est inacceptable - elle est d'autant moins tolérable que Briançon et les Alpes ont une perspective connue d'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030.

Nous sommes capables de faire le tri entre ce qui relève de la force majeure, des intempéries, des travaux, des pannes, mais aussi des stratégies commerciales et d'exploitation de la SNCF".

Et d'évoquer le "devoir (...) d'apporter des réponses concrètes et immédiates pour un service plus fiable et plus régulier".

Avec 4h30 de trajet en moyenne, il est vrai que l'on est encore bien loin des trois heures prévues dans le contrat de plan État-Région 2023-2027...

Joël Giraud a quitté le gouvernement il y a deux ans après avoir été secrétaire d'État chargé de la ruralité du 26 juillet 2020 au 20 mai 2022 puis ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 5 mars au 20 mai 2022.

Redevenu depuis député de la seconde circonscription des Hautes-Alpes sous la bannière de la majorité présidentielle, l'élus de 64 ans, membre historique du Parti radical, commente, pour *La Provence*, le cap choisi par Emmanuel Macron pour la deuxième partie de son second mandat. Interview.

Avez-vous été surpris par la nomination de Gabriel Attal en tant que Premier ministre ?

C'était dans les tuyaux. Et comme visiblement le président n'avait pas envie de nommer Premier ministre un des poids lourds qui rêvent de lui succéder, je n'ai pas été complètement surpris.

Fera-t-il un bon Premier ministre ?

À titre personnel, je l'aime beaucoup. Je trouve que c'est un jeune qui a beaucoup respecté le Parlement lorsqu'il était ministre délégué au Budget. Je le connais depuis longtemps car c'est avec lui que j'avais travaillé sur la notion d'hôpital isolé lorsqu'il était au cabinet de Marisol Touraine (ministre de la Santé entre 2012 et 2017, Ndlr). On avait bien fait avancer les choses. J'ai plutôt confiance en lui.

Que pensez-vous de la composition du gouvernement ?

La gauche est majoritairement représentée par La France insoumise, qui n'est plus du tout une gauche de gouvernement, qui va jusqu'à soutenir le Hamas, ce qui est de la folie furieuse. "



Le parlementaire assure "beaucoup aimer" le nouveau Premier ministre Gabriel Attal. Mais un peu moins le casting de son gouvernement. /PHOTO S.D.

sition du gouvernement ?

La première mouture, c'est-à-dire les ministres de plein exercice, ça penche très à droite. L'équilibre qui était celui du gouvernement jusqu'à présent n'y est plus. Je ne peux pas dire que j'explose de joie en voyant arriver Rachida Dati (ministre de la Culture, ex-LR, Ndlr). Ou Catherine Vautrin (ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, ex-LR, Ndlr), qui était leader de l'UMP contre le mariage pour tous. Quant aux secrétaires d'État, à quelque chose près, c'est le gouvernement d'Elisabeth Borne. On est face à des échéances majeures, notamment les Européennes (du 6 au 9 juin 2024, Ndlr), et je pense que c'est vraiment un gouvernement provisoire. Avec ce qui se profile, que je ne souhaite pas, je ne pense pas que ça crédibilise vraiment les choses.

Vous voulez parler d'une possible large victoire du Rassemblement national ?

Je le crains. Si on regarde tous les sondages, c'est un peu ça. Y compris dans les zones les plus rurales, qui semblent basculer. Peut-être aussi parce que, depuis un certain temps - pour être clair : depuis que Jean Castex n'est plus au pouvoir (à la fin du premier mandat d'Emmanuel Macron, en 2022, Ndlr), le

gouvernement a fait dans le Parisianisme. Je le regrette beaucoup. Quand on voit que dans un département comme les Yvelines (Ile-de-France), tous les élus sont à des postes clés, c'est assez étonnant en termes de répartition territoriale.

Secrétaire d'État chargé de la Ruralité puis ministre de la Cohésion des territoires sous le gouvernement Castex, avez-vous imaginé être nommé dans le gouvernement Attal ?

Non, parce que je n'avais pas montré un zèle particulier. Quand j'ai vu le staff des ministres de plein exercice, je me suis dit que ce n'est pas ma tasse de thé. Je n'aurais pas cherché un poste dans ce type de gouvernement. Dans un gouvernement plus équilibré au sens politique et territorial du terme, ça m'aurait convenu. Là, on est un peu trop dans une histoire très parisienne et très à droite.

Vous sentez-vous toujours Macroniste ?

C'est difficile. Moi, je n'ai jamais quitté le Parti radical. On nous a demandé de choisir entre les partis politiques classiques et Renaissance, ce qui n'était pas le cas de La République en Marche, et j'ai refusé d'intégrer Renaissance. Mes col-

lègues et moi sommes tous restés au Parti radical. Au sein de la majorité présidentielle, on est en train de se structurer pour que les gens issus de la mouvance sociale, radicale et humaniste existent et pèsent de tout leur poids dans les débats futurs. C'est aussi pour éviter que le mouvement en lui-même ne se rétrécisse, au point de devenir une annexe de la droite classique.

Le parti présidentiel peut-il imposer à la fin du second mandat d'Emmanuel Macron ?

Je ne pense pas et ce serait totalement irresponsable. Cela ferait le jeu uniquement de l'extrême droite. On a un système qui est tel que la gauche est majoritairement représentée par La France insoumise, qui n'est plus du tout une gauche de gouvernement, qui va jusqu'à soutenir le Hamas, ce qui est de la folie furieuse. Et on a une extrême droite très forte. Affaiblir le mouvement centriste, pas forcément le mouvement macroniste, serait une erreur lourde de notre part. On aimerait plutôt remettre la barre au centre avec des valeurs humanistes. Il y a des gens sur qui on peut compter.

Qui pourrait incarner cela en 2027 ?

Alors là... (il réfléchit) Un type comme Jean Castex le peut. Car il est issu du gaullisme social.

Peut-il rassembler ?

Je pense qu'il peut rassembler et surtout réconcilier. Pour l'avoir bien connu, c'est quelqu'un qui a toujours fait en sorte qu'il n'y ait pas de scission. Il était hyper respecté par les oppositions. C'est le cas aussi de Edouard Philippe (Premier ministre de 2017 à 2020, Ndlr). Ce sont des gens pour

"La Cour des comptes est devenue un instrument contre tous les territoires"

Comme bon nombre d'acteurs de la montagne, Joël Giraud n'a guère apprécié le récent rapport de la Cour des comptes, qui estime notamment que le modèle économique des stations de ski françaises "s'essouffle". "Le dernier rapport de la Cour des comptes sur les transports demandait l'arrêt absolu de tous les trains de nuit. Je veux remercier la Cour des comptes d'avoir eu cette vision merveilleuse pour nos zones de montagne, ironise Joël Giraud. On était allé, avec Jean Castex, contre ce rapport en recréant les trains de nuit et je pense que nous avons raison. Ils sont quelques fois à contre-emploi et de plus en plus parisiens. Ils sont un peu comme les grands journaux nationaux : ils ont une vision sur les territoires depuis Paris où on n'imagine même pas que l'on peut vivre autrement dans d'autres régions. La Cour des comptes avait auparavant une analyse financière, c'est devenu un instrument contre tous les territoires". T.BL.

CANDIDATURE DES ALPES FRANÇAISES À L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2030

Pour les transports, "l'occasion de rattraper vingt ans de retard"

Joël Giraud voit d'un bon œil l'organisation de la compétition mondiale, notamment pour améliorer les réseaux routiers et ferroviaires des Hautes-Alpes, régulièrement saturés lors des périodes touristiques.

Que pensez-vous de l'organisation probable des Jeux olympiques de 2030 dans les Alpes françaises ?

C'est l'occasion ou jamais d'avoir des infrastructures, notamment ferroviaires, dignes de

ce nom, de rattraper vingt ans de retard. Maintenant, il faut aller très vite pour ne pas passer à côté de cela.

Qu'espérez-vous précisément ?

On peut refaire quelques éléments de télécommandes pour faire croiser des trains sur la ligne de Valence, cela éviterait d'avoir deux ou trois heures de retard. On gagnerait aussi beaucoup à faire un lien fixe, qui pourrait d'ailleurs être une remontée mécanique, entre Briançon et Oulx (ville italienne située au pied du col du Montgenèvre, à une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau de Briançon, dont la

gare est desservie par le TGV Turin-Paris, Ndlr), via Montgenèvre. Il faut que ces Jeux apportent un héritage en termes d'infrastructures ferroviaires durables. Je trouve par exemple plus intelligent la mise en place d'une remontée mécanique "urbaine" pour aller jusqu'à une gare que certaines extensions de domaines skiables.

Concernant les routes, que faut-il prévoir ?

Il y a quelques déviations à faire sur la RN94 (qui relie Gap à Briançon et Montgenèvre, Ndlr) comme à La-Roche-de-Rame et L'Argentière-la-Bessée... Il faut

aussi concevoir un itinéraire entre les Alpes du Nord et du Sud. À l'heure actuelle, le col Bayard (entre Gap et Grenoble, Ndlr), c'est vraiment une catastrophe. S'il y a des sites olympiques de part et d'autres des Alpes, c'est l'occasion ou jamais de faire évoluer nos axes routiers datant de l'an pèbre avec un véritable plan de transport. Mais il ne s'agit pas de parler de prolongement de l'autoroute.

Les opposants à l'organisation de cette compétition évoquent un possible manque de neige. Que répondez-vous ?

Montgenèvre n'est pas en situa-

“ Jean Castex peut rassembler et surtout réconcilier. Il pourra jouer un rôle pour la présidentielle ”

qui les équilibres dans la société comptent beaucoup. Sans doute aussi parce qu'ils ont été élus locaux.

Imaginez-vous Jean Castex candidat à la présidentielle ?

Tout peut se passer. Après les Européennes, le séisme risque d'être total et il y aura des recompositions. Il pourra jouer un rôle, du moins c'est ce que j'espère.

S'il est candidat, seriez-vous prêt à vous ranger derrière Gabriel Attal ?

Oui, cela ne me pose aucun problème. Je connais sa loyauté, c'est un type que j'aime beaucoup. Mais est-ce que dans un contexte électoral présidentiel, c'est la personne *ad hoc*, je n'en sais rien.

Pensez-vous Marine Le Pen capable de devenir la première présidente de la République ?

J'en suis persuadé. Elle n'en a jamais été aussi près. J'en suis inquiet.

Thomas BLANCHON
tblanchon@laprovence.com

T.BL.